

Commission : FAO

Question : L'agriculture face aux grands groupes : comment concilier productivité, protection des agriculteurs et protection de l'environnement ?

Auteur : France

Au cours des dernières décennies, l'agriculture a connu un essor considérable, principalement en matière de production et de consommation. Les produits agricoles, qui sont l'aboutissement de techniques de plus en plus complexes, permettent de répondre à des préférences individuelles et collectives dictées par des critères nutritionnels, sanitaires et écologiques de plus en plus exigeants. De nombreux accords, organisations et traités contribuent désormais à répondre aux besoins d'une population mondiale en nette croissance.

La France est consciente du fait que les industries agro-alimentaires sont au cœur du système alimentaire d'aujourd'hui et qu'elles représentent un grand potentiel économique. L'industrie agro-alimentaire est le premier secteur industriel en France, représentait en 2016 un chiffre d'affaire de 170 milliards d'euros et employait 420 000 personnes. En effet, nous remarquons que, globalement, les industries agro-alimentaires sont implantées différemment, notamment dans les pays émergents et en voie de développement où l'agriculture intensive se développe. D'où l'importance cruciale de la FAO qui peut non seulement permettre d'éviter de reproduire le schéma d'une agriculture intensive comme dans les pays développés mais aussi proposer le modèle d'une agriculture durable et diriger certains pays notamment d'Afrique vers une indépendance alimentaire.

Le développement de l'agriculture permet bien de répondre aux besoins alimentaires actuels. Cependant, sans réglementations et sans engagements de la part des industries agroalimentaires, les intérêts des grands groupes prendront le pas sur les intérêts communs et constitueront une menace pour les agriculteurs, l'environnement et les consommateurs. La coopération entre États, représentants des agriculteurs et des industriels de l'agro-alimentaire est donc une nécessité.

La France attache une grande importance à la sécurité alimentaire, à l'éradication de la faim, ainsi qu'au combat contre le changement climatique. Notre gouvernement considère que ces thèmes sont prioritaires et qu'une coopération internationale permettra à long terme d'apporter des solutions à ces défis. Faisant partie des principaux bailleurs de la FAO, nous soulignons l'importance de mener des projets et des initiatives concrètes, rentables et durables. L'agriculture biologique par exemple s'introduit dans un modèle économique durable et bénéfique à long terme pour l'économie et pour l'environnement.

Les initiatives prises de la part des États, des ONG ou des organisations internationales sont à l'origine des avancées actuelles dans l'éradication de la faim, la lutte contre le réchauffement climatique et la sécurité alimentaire. De plus une prise de conscience de la part des consommateurs permet une réduction des problèmes de santé publique notamment par le développement des labels. De plus nous estimons nécessaire une coopération entre le secteur privé et public certifiant la durabilité des engagements et initiatives. De surcroît la grande majorité de nos problèmes se complexifient : d'un point de vue scientifique, avec des produits qui peuvent représenter des dangers sanitaires graves, d'un point de vue social, avec des agriculteurs de moins en moins nombreux et qui sont de plus en plus dépendants des grands groupes et enfin d'un point de vue environnemental avec la déforestation, les pesticides, etc.

Le gouvernement français soutient largement la FAO dans ses projets et est un catalyseur dans les domaines d'intérêts communs. Nous avons déjà renouvelé nos engagements en termes d'agriculture durable et de changement climatique avec la FAO à Rome. Nous finançons activement la recherche agricole à travers de nombreuses organisations ainsi que le développement local dans de nombreux projets à travers le monde à travers des actions concrètes et durables. Nous avons accueilli en décembre 2017, deux ans après la COP 21, le "one planet summit" qui a réuni de nombreuses personnalités politiques internationales pour prendre des décisions plus concrètes et plus rapides pour lutter contre le changement climatique. La France cherche donc à favoriser le développement et la productivité tout en s'assurant du respect de l'environnement, de l'agriculteur et du consommateur.